



S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS



## Conseil d'Administration du 9 mars 2018

**Représentants du Personnel (5 sur 5) :** Cfdt: Patrick FOURMIGUE (MED) + Cgt + Fo + Unsa.

**Représentants de l'Etat (6 sur 6).** **Personnalités Qualifiées (4 sur 5) :** absences FNE.

**Représentants des Collectivités (1 sur 5) :** ADF (Départements).

La Commissaire du gouvernement, Régine ENGSTROM, SG des ministères, est absente mais représentée.

La présidente, Patricia BLANC remercie les participants et passe la parole à la Cfdt pour sa déclaration liminaire (cf. fin du présent compte-rendu) puis à Cgt et Fo.

S.Bossini (DRI - tutelle) fait un point sur la procédure de renouvellement de 15 membres du CA qui aura lieu en avril 2018. Pour l'ADF, ce sera en sept. 2018 et pour les 5 représentants du personnel en déc. 2018. L'élection du président et du vice-président aura lieu lors du CA du 1<sup>er</sup> juin.

Enfin, en réponse à la déclaration Cfdt, il dit comprendre l'impatience sur le retard de mise en place de certaines instances, mais préfère voir le verre à moitié plein, en rappelant le chemin parcouru !

### Approbation du Procès-Verbal du CA du 21 décembre 2017 (délibération)

Il s'agissait du CA reconvoqué après l'envahissement de celui du 1<sup>er</sup> décembre à Bron, suivi de la démission de B.Larrouturou. **PV approuvé** à l'unanimité.

### Programme d'activité de l'année 2018 (délibération)

La majorité des administrateurs souligne la qualité du travail de programmation.

La DGITM a prévu un peu moins de préprogrammé pour garder du « mou », en fonction de ce qui sortira des Assises de la mobilité. La DSCR souligne le besoin de formalisation des commandes ; elle souhaite que Cerema et Ifsttar travaille de concert pour l'évaluation des mesures de réduction de la vitesse.

**VOTE : le programme d'activités 2018 est approuvé :**

- **POUR :** Cfdt, Unsa, 6 État, 1 Collectivités, 4 PQ.
- Abstention : Fo.
- Ne prend pas part au vote : Cgt.

Cfdt : même si nous sommes conscients des incertitudes de cette année, il nous semble important de donner un avis favorable à ce programme d'activités, nécessaire pour les missions des équipes.

### Compte financier 2017 (délibération)

Ce bilan de l'année 2017 conduit à une baisse notable de la trésorerie qui ne représente plus que 20 jours. L'agent comptable invite à la vigilance pour 2018. Echanges récurrents sur le sous-investissement du Cerema : un bilan complet de l'état des matériels et équipements s'impose.

**VOTE :** le compte financier 2017 est **approuvé**, malgré les votes **CONTRE** de Cfdt, Cgt, Fo, Unsa.

### Présentation d'une activité Cerema

Julien Habert (NP) présente l'intervention de conseil et expertise dans le cadre de l'extension du terminal à containers en partenariat avec le Grand Port Maritime de Dunkerque. Elle porte sur 500 m de quai de grande hauteur, avec une instrumentation particulière de cet ouvrage.

**Prochain Conseil d'administration : vendredi 1<sup>er</sup> juin 2018 – LYON**

**Vos représentants Cfdt: au CA :**

Catherine RATSIVALAKA (EMF - Brest)

Patrick FOURMIGUE (MED - Aix)

Bruno SAINTOT (EST - Metz)



S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS

au



Cerema

## Conseil d'Administration du 9 mars 2018

### Déclaration liminaire

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les administrateurs, chers collègues, bonjour.

Après la tempête du dernier trimestre 2017, les agents du Cerema ont le sentiment d'être dans l'œil du cyclone, où le calme peut précéder une nouvelle tempête. Hier, la réunion entre l'intersyndicale et les cabinets de nos ministères de tutelle n'a clarifié ni les conditions de création des deux agences projetées (Routes et Cohésion des territoires) ni leur impact potentiel sur le Cerema.

A l'ordre du jour de cette séance du 9 mars de notre Conseil d'administration (CA), nous avons un programme d'activités 2018 sans surprise et un compte financier 2017 sans surprise non plus, vu qu'il retraduit que l'année passée fut calamiteuse pour le Cerema en termes de budget et d'effectifs.

Cette séance est donc la dernière du mandat des membres désignés il y a 4 ans, désignés soit par l'Etat - pour ses 6 représentants et les 5 personnalités qualifiées - soit par les 5 associations de collectivités.

La CFDT aurait aimé que cette dernière séance soit l'occasion d'un examen critique du fonctionnement de cette instance. Le DG par intérim nous a transmis en janvier dernier le rapport du CGEDD de novembre 2016 et nous l'en remercions. Par contre, il est dommage qu'il n'ait pas jugé utile, avec la bénédiction de la tutelle, de proposer un débat sur ce rapport, qui pointait notamment des faiblesses en terme de gouvernance : lenteur des désignations, absentéisme, peu de débats sur des sujets de fond (contrairement au regretté Codor du Certu), absence des comités d'orientation territoriaux, du Conseil Scientifique et Technique...

Quant au rapport d'audit de la cour des comptes, toujours pas de nouvelles ?

La CFDT regrette que le CA ne serve trop souvent qu'à faire valider des budgets tout ficelés, lors de séances où la seule surprise est de savoir s'il y aura le quorum sans la présence des représentants du personnel. La CFDT s'est efforcée d'avoir une participation constructive, sans s'interdire quelques « coups » pour manifester son mécontentement face aux décisions unilatérales des Ministères ou du Directeur Général.

Enfin, lors de la préfiguration du Cerema il y a 5 ans, la CFDT s'était impliquée pour que, au moins dans les textes fondateurs, les collectivités soient considérées comme des partenaires importants, notamment en se voyant confier la présidence. Qu'en sera-t-il du nouveau CA recomposé en avril 2018 ?

Merci de votre attention.